

# RÉSISTANCE SOCIALE

LA RÉPUBLIQUE SERA SOCIALE OU NE SERA PAS !

## SOMMAIRE

Solidarité  
Internationale  
(Page 2)

Sauvons la statistique  
publique  
(Page 3)

Changement de statut  
de la poste  
(Pages 4 à 6)

Retraites et crise  
financière  
(Page 7)

Rions un peu  
(Page 7)

Coup de gueule  
(Page 8)

## Le mot de la Présidente

En ce début d'automne, force est de constater que les craintes exprimées dans le bulletin du mois dernier se sont révélées très en dessous de la réalité. La crise financière s'est installée, se généralisant à tout le système mondial et emportant avec elle, non seulement un certain nombre de banques acculées à la faillite, mais tout un pan des dogmes libéraux qu'on nous a servi au cours de ces vingt-cinq dernières années. L'intervention de l'Etat, hier encore vilipendée au nom du marché libre et non faussé, devient tout à coup acceptable, dès lors que ce sont les outils même du libéralisme (et leurs plus fervents défenseurs) qui sont touchés. Les critères de Maastricht n'apparaissent tout d'un coup plus aussi intangibles et l'on note avec effarement que l'Etat, dont paraît-il les caisses étaient vides pour augmenter les salaires et le pouvoir d'achat, trouve le moyen de distribuer à tout va ou presque des milliards d'euros. Ne nous y trompons pas, ce n'est pas de nationalisations qu'il s'agit (aux USA comme en France) mais d'apport de capitaux publics (ceux qui devaient notamment servir à la construction de logements sociaux en France) pour soutenir le système et les profits boursiers. Le libéralisme n'a pas changé : il s'agit toujours pour lui de privatiser les bénéfiques et de collectiviser les pertes.

Qu'on se rassure donc. Le Président de la République, qui en ces temps de crise trouve le moyen d'être partout, n'a pas bougé d'un iota ses convictions ultra-libérales. Le remède à la crise, c'est toujours plus pour les plus riches et toujours moins pour les salariés, dont on fait sauter un à un les droits sociaux. Malgré la récession qui s'annonce et les plans sociaux qui se préparent dans de nombreux secteurs, à commencer par le bâtiment et l'automobile, la seule réponse du gouvernement c'est de faire travailler les salariés le dimanche et de faciliter les contrats à durée déterminée ! Cela montre, s'il en était besoin, que la lutte des classes n'est pas morte. Les salariés de Renault ou Peugeot, qui enchaînent les périodes de chômage technique, doivent quant à eux méditer les promesses du candidat Sarkozy sur le « travailler plus pour gagner plus » ou les annonces de Madame Lagarde sur l'augmentation des heures supplémentaires...



La bonne nouvelle, si on peut dire, c'est que le discours libéral apparaît de plus en plus décalé par rapport à la réalité vécue par nos compatriotes. Chacun se rend bien compte que les mesures de replâtrage ne suffisent plus et que c'est tout l'édifice économique libéral qui menace de s'écrouler. Encore faut-il que des projets alternatifs voient le jour et soient portés par des hommes et des femmes de conviction. De ce pont de vue, on ne peut que se réjouir de voir émerger au Parti Socialiste, à l'occasion de la préparation de son congrès, notamment autour de son aile gauche, une nouvelle génération de responsables qui veulent en finir avec le social-libéralisme. Même chose du côté du PCF, où une nouvelle génération combative va peut-être succéder à la précédente.

Surtout, comme j'ai eu l'occasion de le dire dans mon intervention à la tribune de la Bourse du travail de Paris, le 22 octobre, lors de la réunion du comité national contre la privatisation de la Poste, cette crise survient à un moment où la convergence d'intérêts entre militants politiques progressistes, syndicalistes et associatifs n'est jamais apparue - depuis bien longtemps en tout cas - aussi évidente.

Allez, osons le dire : sans doute en raison de ce que représente la Poste dans le subconscient de nos compatriotes, la lutte contre sa privatisation apparaît un peu comme le catalyseur de cette unité à laquelle aspire Résistance Sociale depuis sa création. C'est tous ensemble, et non pas chacun de notre côté, syndicalistes, politiques et associatifs, que nous parviendrons à remettre la France sur la voie du progrès social et de l'égalité.

Marinette BACHE



# SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

***Nous publions ci-dessous l'avant-projet de Plate-forme du Mouvement Démocratique Social et laïc «MDSL» (sigle provisoire) qu'il nous paraît intéressant de vous faire connaître. La rédaction.***

L'Algérie traverse une des périodes les plus sombres de son histoire. Le bilan du terrorisme islamiste est particulièrement lourd. Les statistiques font état de dizaines de milliers de morts. Les ravages du terrorisme cependant, ne se réduisent pas à une simple chronique macabre. L'Algérie aura à gérer les conséquences désastreuses de ce terrorisme, à savoir les séquelles psychologiques occasionnées par la barbarie à laquelle celui-ci a eu recours dans ses méthodes d'extermination de la population.

A côté de cela, la situation sociale et économique du pays est indescriptible. La crise est si profonde que le pays sombre au moindre prétexte dans l'émeute. Pourtant, le trésor public regorge de dollars et l'embellie financière aurait pu être saisie comme une aubaine pour redonner de l'espoir et être le signal d'un nouveau départ.

Le chômage, chez les jeunes en général et les diplômés en particulier, atteint des proportions alarmantes, la paupérisation a gagné de larges couches de la société et même les classes moyennes dont on sait le rôle crucial dans la vie d'un pays sont touchées de plein fouet par la crise. Que dire alors de la situation catastrophique des travailleurs ou des retraités ?

Le désespoir est tel que l'acte de partir, de quitter sa famille et les siens, pour l'écrasante majorité de notre jeunesse, est devenu le salut unique pour échapper au marasme d'un quotidien devenu de plus en plus insupportable. Au plan sanitaire la situation est dramatique puisqu'à côté de la décrépitude des hôpitaux et de leur abandon par l'Etat, on assiste à la résurgence de maladies comme la tuberculose ou la peste que l'on croyait disparues.

L'économie du pays, tournée essentiellement vers l'extraction du pétrole et sa commercialisation, demeure totalement extravertie après plus de quarante années d'indépendance.

Au lieu d'organiser l'industrie et l'agriculture pour satisfaire au mieux les besoins de sa société en favorisant l'émergence d'une production nationale diversifiée et de s'appuyer sur ses compétences, l'Algérie est devenue un immense réceptacle de marchandises importées et un pays qui ne reconnaît pas la valeur de ses propres travailleurs puisqu'il fait appel y compris à la main d'œuvre étrangère non qualifiée.

L'islamisme a trouvé entièrement son compte dans cette économie débridée par le libéralisme sauvage : Il a banalisé et légalisé ses activités, il blanchit aujourd'hui impunément l'argent du racket et son butin de guerre, organise ses milliers de PME et se dote au vu et su de tout le monde de moyens colossaux pour continuer son lavage de cerveaux dans le réseau des mosquées et recruter la chair à canon pour ses maquis et ses kamikazes... La crise du pays est multidimensionnelle. Elle touche tous les secteurs de la vie politique, sociale, économique et culturelle. Tous les chaînons de cette crise sont imbriqués entre eux de façon indissociable et prétendre la résoudre sans refonder l'Algérie sur des bases radicalement nouvelles est illusoire.

Cette refondation passe inéluctablement par l'abrogation de l'article 2 de la constitution, la proclamation de l'Etat laïque, la disqualification des partis islamistes, des partis-Etats et de leur syndicat maison UGTA. Le choix des voies économiques doit aller dans le sens du renforcement des biens publics et du contrôle étatique

Cette refondation définira clairement la place et le rôle des institutions et veillera au respect de leur fonctionnement.

Cet acte révolutionnaire aura un retentissement sans précédent sur le développement du pays et constituera l'acte de naissance de la nouvelle République.

La République laïque mettra à l'abri les religions de toute manipulation à des fins politiques ou idéologiques et prendra résolument le chemin de la modernité en consacrant l'égalité des droits des femmes et des hommes et en déclarant caduque toute disposition contraire à cette valeur essentielle, tout particulièrement le code de la famille.

La République sociale et laïque œuvrera pour une société solidaire où la valeur travail prend sa place, où le service public retrouvera sa force à travers une école publique ouverte sur l'universalité, un encouragement effectif de la recherche, une formation continue pour les salariés, des formations de seconde chance et des accompagnements à l'insertion sociale et professionnelle pour les jeunes exclus du système éducatif, une justice fiscale qui permette une équité sociale, un système de santé basée sur la prévention, une offre de soins publique de qualité et une politique culturelle, sportive et de loisirs de proximité accessibles à tous et une solidarité citoyenne et non pas de charité envers les personnes âgées et les personnes en situation de handicap.

La nouvelle République résoudra démocratiquement la crise identitaire nationale et plurielle, notamment en faisant de Tamazight une langue officielle.

Au niveau du système éducatif, l'Algérie devra promouvoir une école délivrée des pesanteurs obscurantistes, fondée sur l'esprit critique et le développement de l'autonomie du jugement. Elle devra aussi cultiver les exigences d'une pensée rationnelle ouverte aux valeurs universelles. Le système rentier bureaucratique qui a fait main basse sur le pays depuis des décennies l'a déstructuré, dévitalisé et généré une crise d'une rare intensité. Son bilan se résume en deux mots : banqueroute et voie sans issue.

La solution unique qui reste à l'Algérie pour sortir de l'impasse de la crise est d'abolir les fondements sur lesquels s'arc-boute ce système et de s'inscrire dans une vision stratégique en pensant les questions fondamentales du développement.

L'Algérie est orpheline d'un projet de société moderne apte à l'engager sur les rails du 21<sup>ème</sup> siècle et susceptible de l'arracher de l'ornière dans laquelle l'a clouée le système rentier.

Autrement dit, seule la double rupture aussi bien par rapport au système rentier, mafieux et bureaucratique d'une part et l'islamisme politique d'autre part seront la clef du succès d'une telle démarche qui passe obligatoirement par une transition vers une alternative démocratique avec toutes les forces démocratiques de ce pays organisées ou non. Pendant cette transition un gouvernement de combat républicain doit être mis en place, pour préparer les premières élections libres et transparentes afin d'édifier de nouvelles institutions (APN, Sénat, APW, APC, etc..).

Pour réaliser cette double rupture et atteindre ces objectifs patriotiques et sociaux, le seul moyen est la mobilisation, la plus large des citoyens qui aspirent à une vie libre, responsable et équitable, dans le cadre de luttes que le « Mouvement Démocratique Social et Laïc (MDSL) », aura à relayer et à impulser au plan politique dans la société pour permettre l'émergence d'une République Démocratique, Sociale et Laïque.

P/ le Comité National de préparation des assises du Mouvement Démocratique Social et laïc, (MDSL).

## Sauvons la statistique publique

*Travail collectif communiqué par Alain GELY, économiste, syndicaliste*

**Vous avez peut-être entendu parler du projet de création d'un « pôle national de la statistique publique » à Metz. Je souhaite vous alerter sur ses dangers.**

Décidé en compensation des fortes pertes d'emploi induites par la modification de la carte militaire, ce projet consistant à « regrouper sur un site les fonctions études et statistiques de l'Etat » a été annoncé au début du mois de septembre par un communiqué de presse de la Présidence de la République. La « création » consiste en fait à transférer un grand nombre d'agents du service de la statistique publique - qui se compose de l'INSEE, y compris ses directions régionales, et des services statistiques implantés dans les ministères, par exemple la Dares ou la Drees - à Metz ; cette opération devra être réalisée entre l'année prochaine et la fin de l'année 2011. Le directeur général de l'Insee et le vice-président du Cnis (Conseil national de l'information statistique) ont été chargés par le gouvernement de formuler, pour la fin du mois de novembre, des propositions sur l'organisation de ce pôle.

Les personnels s'opposent fermement à ce projet gouvernemental qui ne pourrait se réaliser sans impliquer une déstructuration du service public de la statistique dans son ensemble, semblable à celle qu'a connu l'institut de statistique britannique, déplacé de Londres au Pays de Galles. De plus, les coûts, aussi bien humains que financiers, seraient très élevés, sans grands effets avérés pour l'économie mosellane.

Ceux qui connaissent mal la façon dont les statistiques sont produites peuvent ne pas comprendre les conséquences d'un tel transfert. Il serait dangereux pour la pertinence et la qualité des statistiques produites. Les deux tiers des effectifs de la statistique publique sont ainsi déjà implantés en région et les mobilités géographiques sont fréquentes ; parce que pour certaines fonctions et pour certaines productions, la proximité du terrain et des acteurs publics locaux est un atout. Si les autres sont à Paris, c'est, là encore, parce que la proximité est essentielle avec les principaux utilisateurs, fournisseurs de données et partenaires pour la conception des enquêtes, pour la plupart implantés à Paris.

Un "Comité de défense de la statistique publique" s'est constitué afin d'alerter sur les risques d'un tel projet pour la qualité et l'efficacité du service de la statistique publique. Le système statistique public a pour mission d'éclairer en toute indépendance les grands débats de la société en produisant des chiffres fiables et des études économiques et sociales objectives. Sa désorganisation ne pourrait que dégrader la quantité et la qualité de l'information nécessaire au débat démocratique.

**En tant qu'agent du service de la statistique publique et membre de ce comité, je vous invite à vous associer à notre action en signant la pétition ci-dessous, et à relayer cette information.**

## PÉTITION SAUVONS LA STATISTIQUE PUBLIQUE :

***Pour l'abandon du projet de déstructuration de la statistique publique, dont l'Insee, en guise de compensation à la fermeture de sites militaires***

*Sans concertation préalable, la Présidence de la République et le gouvernement ont décidé au cours de l'été de créer un « Pôle National de la Statistique Publique » à Metz. Présenté comme une création et un regroupement, ce projet est en fait un démantèlement d'activités déjà existantes, qui vise à compenser la fermeture des casernes de Metz. Nous protestons contre cette décision précipitée qui menace l'efficacité et la qualité du service statistique public, indispensable au débat démocratique.*

**La délocalisation est une atteinte à l'efficacité de la statistique publique**  
*L'implantation régionale de la statistique publique est déjà une réalité. Les 2/3 de son personnel travaillent en région pour répondre aux besoins d'expertise des territoires, assurer le suivi des enquêtes et faire bénéficier la production statistique de leur connaissance du terrain. Ces implantations se justifient donc pour des raisons d'efficacité vis-à-vis des acteurs locaux.*

*Les autres agents de la statistique publique sont implantés en région parisienne pour les mêmes raisons d'efficacité vis-à-vis de leurs interlocuteurs nationaux : demandeurs de statistiques et d'analyses au sein des ministères, fournisseurs de données, partenaires pour la conception et l'exploitation des enquêtes, ainsi que les médias, relais auprès du grand public d'éléments indispensables au débat démocratique.*

*Il serait incohérent et dangereux d'imposer une délocalisation de tout ou partie des services par une décision prise dans l'urgence et sans concertation avec les utilisateurs et les acteurs de la statistique publique.*

**La délocalisation menace la qualité du service statistique public**

*La production de statistiques de qualité repose sur le savoir-faire d'un personnel spécialisé. La délocalisation exposerait le service statistique public à de nombreux départs d'experts en poste, comme l'illustre l'exemple de l'institut de statistiques britannique déplacé de Londres au Pays de Galles. À ces pertes sèches de compétences, longues à reconstituer, s'ajouteraient de sérieuses difficultés de recrutement liées à une perte d'attractivité des*

*carrières. Au final, c'est bien la qualité et la fiabilité du service rendu qui seraient altérées durablement.*

**Des coûts financiers et humains importants pour des bénéfices non démontrés**

*Une délocalisation entraînerait des coûts financiers importants : aménagement de nouveaux locaux, dédommagement des agents qui accepteraient de se déplacer, remboursement des frais de transport pour les nombreuses réunions de travail, etc. Et que dire des coûts humains ? Des familles seraient éclatées du fait de l'impossibilité pour le conjoint de retrouver un travail équivalent sur place.*

*Aucune évaluation rigoureuse des bénéfices de la délocalisation n'a été engagée pour justifier de tels coûts !*

*Le système statistique public a pour mission d'éclairer en toute indépendance les grands débats de la société en produisant des chiffres fiables et des études économiques et sociales objectives. **La défense du service statistique public et de son personnel est donc un acte de sauvegarde du débat démocratique.** C'est pourquoi les organisations et personnes signataires de cet appel se joignent au Comité de Défense de la Statistique Publique pour :*

- demander l'abandon du projet de délocalisation, qui signifierait un démantèlement du service statistique public ;
- solliciter le soutien et la signature de tous les citoyens et de tous les élus, partenaires sociaux, entreprises, associations, chercheurs et journalistes utilisateurs du service statistique public.

*Pour signer la pétition, nous vous donnons rendez-vous sur :  
[www.sauvonslstatistiquepublique.org](http://www.sauvonslstatistiquepublique.org)*

# CHANGEMENT DE STATUT DE LA POSTE

*Intervention de Jean-Claude CHAILLEY, secrétaire général de Réso,  
à la Bourse du travail de Paris le 22 octobre 2008*

Devant la crise mondiale provoquée par la libéralisation, les dérégulations, les privatisations, on nous promet que ça ne se reproduira pas. On nous promet de fixer de nouvelles règles. Si le gouvernement était sincère, il commencerait par la Poste, en renonçant à sa libéralisation et à sa privatisation. Il y a encore un monopole sur le courrier de moins de 50 grammes. La casse du monopole, donc la nécessité d'être compétitif, entraînerait inéluctablement la diminution du service rendu aux usagers, des fermetures supplémentaires de bureaux de Poste, la dégradation des conditions de travail du personnel, l'augmentation des tarifs. Le courrier de moins de 50 g ne doit pas être libéralisé. Le monopole doit être conservé.

Il y a actuellement une destruction rapide du code du travail. Dans le privé, le CDI tend à devenir l'exception. A la Poste, 40 / 45 % du personnel est hors statut. C'est inacceptable. Nous demandons que le statut redevienne la règle.

L'expérience a abondamment montré que tout changement de statut d'un établissement public, se termine inéluctablement par la privatisation. Nous refusons tout changement de statut de la

Poste, quand bien même on nous dirait qu'il est minime, qu'il ne change rien... Monopole, statut du personnel, statut d'établissement public, sont les composantes classiques des Services Publics tels que nous les connaissons depuis la Libération et auxquels nous sommes attachés.

La marche à la privatisation engagée il y a des années s'est traduite et continue de se traduire par des fermetures de bureaux de Poste, des suppressions de tournées, ... Nous demandons non seulement l'arrêt de la dégradation du service rendu aux usagers, mais un plan de reconquête et d'amélioration du service public postal.

Nous demandons fermement au Président de la République de renoncer à son projet de libéralisation et de privatisation de la Poste. Nous sommes prêts à débattre publiquement d'un plan d'amélioration du service public postal, à participer et à gagner un référendum. Mais si le gouvernement s'obstine à vouloir privatiser la Poste, nous l'avertissons que nous nous mobiliserons jusqu'à la victoire, à commencer par le 22 novembre où nous serons des dizaines ou des centaines de milliers dans la rue

*Intervention de Michel JALLAMION au nom de la Convergence pour la défense et le développement des Services Publics (CDDSP) à la Bourse du travail de Paris le 22 octobre 2008*

La Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics se félicite de la mobilisation sur le service public postal.

Nous vivons un moment historique : jamais autant d'organisations syndicales, politiques et associatives ne s'étaient mobilisées de façon collective et durable sur une lutte immédiate aussi primordiale.

Nous sommes pleinement satisfaits de la mise en œuvre du comité national de mobilisation, de ses mots d'ordres nationaux et de ses déclinaisons locales en train de naître sur l'ensemble de notre territoire. Bernard Defaix s'excuse de ne pas pouvoir être présent : il participe, en ce moment même, à la création d'un comité ardéchois ! Nous espérons que cette journée sonnera celle de la mobilisation.

Le 22 Novembre doit être le jour de la mobilisation de l'ensemble des usagers, des postiers et des élus pour dire « Non à la Privatisation » et créer un mouvement citoyen qui peut, nous le pressentons tous ici, agir comme une lame de fond.

Il emportera ce projet ! Il permettra un large débat national et a déjà contribué à l'initier. Notre exigence commune d'un référendum n'y est pas d'ailleurs pour rien.

Ne boudons pas notre plaisir : aujourd'hui cette lutte est l'axe de lutte de toutes celles et de tous ceux qui souhaitent changer notre

société en privilégiant la collectivité face aux intérêts financiers.

Ce débat est le seul qui peut permettre de dépasser l'opposition factice entre les intérêts des salariés publics et des salariés privés.

Si nous réussissons ce tour de force, au besoin par un référendum, un débat naîtra nécessairement sur quels services publics voulons-nous. Or, poser cette question c'est poser celle de l'égalité, de la solidarité et d'une autre répartition des richesses produites. C'est donc, au bout de la logique, poser la question du type de société que nous voulons.

Le combat que nous menons, celui de l'exigence de service public, c'est bien celui, central, de la solidarité, tant nationale qu'internationale, et de la démocratie, face au jeu sinistre du monopoly de la finance.

Notre choix c'est de refuser la logique de La Poste en vue de sa privatisation : non, La Poste n'est pas un gouffre financier, elle n'est pas budgétivore mais équilibrée à condition qu'elle ne joue pas le rôle de prédateur international.

Non, l'augmentation des emplois précaires n'est pas économiquement rentable car elle détruit d'autant la qualité du service rendu.

Non, l'allongement des queues aux guichets n'est pas une fatalité mais correspond à une volonté de profit par la création de guichets

professionnels, de stands gadgets et le retrait de La Poste de nos zones rurales qui les déshumanise.

La gestion de nos services publics montre qu'il devient urgent de lier notre lutte à celle de la démocratisation : les usagers, les élus et les personnels, trépieds chers, comme vous le savez, à Convergence, doivent pouvoir assurer leur maîtrise partagée pour répondre à l'exigence de service public ! Ce ne serait d'ailleurs que renouer avec l'histoire puisque c'était le souhait initial du Comité national de la Résistance.

Nous sommes réunis ici aujourd'hui pour permettre la création d'un mouvement citoyen durable et puissant. Pour nous, le mouvement à La Poste est gros de cette promesse.

Je le dis tout net : la Convergence considère que la lutte pour les services publics n'avancera pas tant que ce mouvement collectif, dont elle entend être simplement un outil facilitateur, ne sera pas solidement installé.

Il faut pérenniser notre lutte qui sera, nous n'en doutons pas, une réussite pour élaborer collectivement des structures de coordinations pouvant permettre de faire basculer le rapport de force en faveur de véritables services publics, en faveur d'une société égalitaire, solidaire et fraternelle.



# CHANGEMENT DE STATUT DE LA POSTE

## Contre la privatisation de la Poste

Par Georges SARRE,

ancien ministre, ancien inspecteur et militant syndical à la Poste, maire adjoint de Paris  
(article paru dans Libération du 15 octobre 2008)

Alors que le capitalisme financier mondialisé, reposant sur la dérégulation et la déréglementation tous azimuts, est en train de s'effondrer, ses séides n'ont pas encore dit leur dernier mot. Le ministre du Budget [Eric Woerth, ndlr] a ainsi confirmé dimanche soir sur RTL que la dernière étape avant la privatisation de la Poste est bel et bien lancée. De fait, il y a peu, selon un scénario usé (France Télécom, EDF, GDF ...) mais bien rodé, le président de la Poste a demandé à l'Etat (quel esprit d'initiative! Quelle manifestation d'indépendance !) la transformation de l'établissement public en société anonyme et l'ouverture du capital.

Cette demande n'est que le dernier avatar d'un long processus particulièrement symptomatique des politiques européennes et nationales. Il est temps de s'y opposer franchement.

Depuis une dizaine d'années, le monopole de la Poste a été démantelé, dans le cadre de la politique libérale de l'Union européenne (directives de la commission approuvées par les gouvernements des états membres de l'Union) afin de placer la Poste en concurrence (concurrence de Fedex, UPS, Deutsche Post, etc.), cette concurrence qui est le credo libéral de l'Union européenne. Au service de cette libéralisation, et pour exposer la Poste à la concurrence, on a démantelé l'administration des Postes. Après la création de l'établissement public, la Poste a cessé de recruter des fonctionnaires et a embauché des contractuels soumis aux règles de droit privé.

Pour accélérer le démantèlement, la Poste a adopté une organisation par métiers mettant en cause son unité. C'est cette organisation qui a permis, notamment, de séparer les services «financiers» de la Poste de ses services courriers, pour créer finalement la «Banque postale», entreprise de droit privé. On a, bien sûr, rapidement renforcé la mise en concurrence de cette «banque» en supprimant le monopole du Livret A, qui peut désormais être commercialisé dans toutes les banques.

Ces changements structurels n'ont bien sûr pas été sans conséquence pour les usagers. Pour préparer la concurrence, et notamment rendre la Poste attractive pour les capitaux privés, La Poste a recherché la rentabilité à tout prix. C'est ainsi que ses résultats d'exploitation en 2007 s'élevaient à 1,3 milliard d'euros, contre 100 millions en 2002. Elle vise 2 milliards en 2012. Mais comment cette «performance» a-t-elle été atteinte ? La «politique commerciale» adoptée a eu pour maître mot le profit, au détriment du respect de l'égalité des citoyens devant les services publics. Tous les usagers, pardon les «clients», ont pu mesurer les restrictions apportées aux missions de service public, notamment la dégradation de la qualité du service : le courrier, qui n'arrive presque jamais le lendemain ou le surlendemain, les recommandés qu'il faut presque systématiquement aller chercher au bureau, et les bureaux, justement, qui n'arrêtent pas de fermer, en particulier en zone rurale ... Et ce service de moins en

moins bon se paye de plus en plus cher : le timbre a considérablement augmenté, préfigurant les joies de la Poste privée.

Le changement de statut qu'on nous présente aujourd'hui comme la seule solution acceptable pour sauvegarder le développement de l'entreprise et les emplois doit au contraire être dénoncé pour ce qu'il est : l'étape du jour d'un parcours de démantèlement.

Ainsi, habille-t-on une décision purement idéologique en décision réaliste et pragmatique. Le propre d'une idéologie étant de toujours trouver en elle-même la justification de ce qu'elle affirme, on va nous expliquer que la privatisation est indispensable. «La privatisation est indispensable pour pallier l'endettement» (5,8 milliards de dette) : on ne nous expliquera pas que cet endettement ne peut que croître au contraire si la Poste, comme EDF, est poussée à procéder à des acquisitions pour rester un opérateur fort dans un marché concurrentiel. «La privatisation est indispensable pour contenir l'augmentation des prix». Au contraire, la flambée des prix va se poursuivre, car il faudra bien rémunérer les actionnaires. De surcroît, sauf peut-être pour le service «minimum», (qui mérite tant son nom qu'on peut parler de sous-service bas de gamme) le prix du timbre variera probablement en fonction des distances et autres difficultés de transports : en effet, la logique de rentabilité induit la fin de la péréquation. Elle induit aussi l'illisibilité de la tarification, qui risque de devenir aussi incompréhensible pour l'utilisateur (pardon les «clients») que celles de France Télécom et de la SNCF.

Naturellement, cette augmentation des prix n'a pas pour corollaire l'amélioration du service : au contraire, la Poste prévoit déjà un plan de fermeture de la plupart des bureaux ruraux les moins rentables, et envisage fortement de supprimer la distribution du samedi.

Il est donc temps de se mobiliser et d'agir. D'abord, en s'opposant vigoureusement à ce projet, et en apportant un soutien sans faille aux postiers qui se battent contre cette réforme. Ensuite, en exigeant qu'on demande l'avis du peuple par la voie référendaire.

Mais cela ne suffit pas : la gauche doit prendre l'engagement, si ce gouvernement fait passer son projet en force, de renationaliser la Poste quand viendrait un changement de majorité parlementaire. Ce n'est qu'en tenant ce discours de vérité sur le processus à l'oeuvre depuis des années, et en ayant le courage d'en tirer les conséquences pour une alternative politique, que la gauche sera crédible dans son opposition au démantèlement de la Poste.

A l'heure où la crise financière et économique est là, qu'elle s'aggrave (on n'en voit pas le bout...), la démonstration est faite des conséquences désastreuses de vingt-cinq à trente ans de politiques de libéralisation. Il est temps d'y mettre un point final, et, pour commencer, de renoncer à privatiser la Poste.





## Ensemble le 22 novembre 2008 contre la privatisation de La Poste

*Pour la première fois, un comité de plus de cinquante organisations syndicales, associatives et politiques à l'échelle nationale, s'est rassemblé autour de la mobilisation contre la privatisation de La Poste, pour l'ouverture d'un débat public et un référendum sur le service public postal.*

Le Comité National se félicite que les organisations syndicales de La Poste (CGT, FO, CFDT, CFTC, SUD-PTT), dans l'unité et dans le prolongement de la réussite de la grève du 23 septembre, aient décidé d'appeler à une journée nationale d'action **le samedi 22 Novembre**. Le comité national appelle au rassemblement des postières, des postiers, citoyennes et citoyens, les usager(e)s et les élu(e)s pour la défense et le développement du service public de La Poste.

### **NOUS NE VOULONS PAS DE LA PRIVATISATION DE LA POSTE !**

La crise financière internationale actuelle montre clairement que laisser les affaires du monde aux mains du monde des affaires n'est pas une bonne solution. Malgré la crise, l'entêtement du gouvernement et du président de la République à continuer sur la voie de la privatisation de La Poste est révélateur de ce qui attend les politiques publiques et l'intérêt général.

### **NOUS VOULONS UN DÉBAT PUBLIC !**

Autour du symbole fort de lien social et d'intérêt général que le service public postal représente pour une majorité de la population, nous lançons un grand débat public national sur la place et le rôle du service public postal dans la société d'aujourd'hui.

### **NOUS VOULONS UN RÉFÉRENDUM !**

Pour que chacun et chacune se prononce vraiment sur le sort de La Poste, sur son avenir et les manières de la rendre plus efficace dans ses réponses aux besoins essentiels de la collectivité, partout et pour tous et toutes.

Il est donc légitime que le peuple s'exprime par référendum sur ce sujet.

**Le Comité National et les comités locaux  
appellent à la plus large mobilisation,  
ensemble, le 22 Novembre 2008, dans tout le pays.**

**Ce jour, nous devons montrer, toutes et tous ensemble, notre détermination et notre mobilisation contre la privatisation de La Poste, pour un débat public et pour un référendum sur le service public postal.**

<http://www.appelpourlaposte.fr/>

## Retraites et crise financière : de l'argent roi à l'argent fou...

Par Julien DUVAL, syndicaliste

Peter Orszag, expert budgétaire auprès du congrès américain, estime que la crise financière a fait fondre plus de 2000 milliards de dollars épargnés par les Américains au sein des fonds de pension. Ces pertes gigantesques vont certainement contraindre nombre d'Américains à retarder leur départ à la retraite et à différer des achats importants (source : la presse canadienne du 8 octobre 2008). On ne peut rester insensible à ce type d'informations : c'est la faillite du système de retraite par capitalisation.

Explications. Depuis des années, les salariés américains capitalisent individuellement dans des fonds de pension. Or, ces fonds de pension hautement spéculatifs exigent des taux de rentabilité très forts (plus de 15%) auprès des entreprises dans lesquelles ils investissent, généralement sur du très court terme. Cela a des conséquences directes sur le management de ces multinationales qui répercute la pression dans tous les services de l'entreprise. Cela engendre « au mieux » du stress et de la souffrance au travail et au pire des licenciements économiques.

Un cas extrême. Un salarié américain se fait licencier à cause des mesures prises par le management du fait de la rentabilité exigée par un fonds de pension dans lequel ce même salarié a investi pour préparer sa retraite. C'est une véritable aberration et cela frôle l'univers absurde et mortifère qui découle du système de retraite par capitalisation !

Au contraire, le système de retraite par répartition montre toute sa puissance dans ces temps de crise financière avec une notion éloignée du monde des « traders » : la solidarité intergénérationnelle. De plus, le système de retraite par répartition se fonde sur l'économie réelle (les revenus du travail en particulier) alors que le système de retraite par capitalisation, outre qu'il soit égoïste et individualiste, ne peut exister que grâce à l'économie spéculative et financière (les plus ou moins-values boursières et les arbitrages notamment).

La situation actuelle est donc un véritable pied-de-nez aux compteneurs des fonds de pension à la française.

Et n'oublions pas que 40% du capital des entreprises du CAC 40 sont détenus par des capitaux étrangers dont une majorité de fonds de pension : le pire reste donc à venir...

Déjà, on en voit les premiers effets : l'une des raisons de la chute de la bourse est le rapatriement aux Etats-Unis d'une partie des capitaux investis dans l'économie française. D'une certaine manière, l'annonce de la création d'un « fonds souverain français », susceptible de remplacer ces capitaux volatiles, peut donc apparaître comme une bonne nouvelle, à condition bien sûr que les exigences de rendement soient compatibles avec ce que peut fournir l'économie réelle.

## RIONS UN PEU

### Un nouvel adhérent à la CGT ?

Par Alain RENALDINI, militant socialiste

**Que voulez vous, c'est plus fort que moi, il y a des gens que j'adore... épinglez ! Et lorsqu'il s'agit d'un journaliste bouffi d'orgueil et de certitudes idiotes, c'est un plaisir... C'est pourquoi je m'étais fait l'écho de la perte terrible subie par France Inter du fait du départ de Jean-Marc Sylvestre sur TF1.**

Le hussard noir du libéralisme, le thuriféraire de la flexibilité absolue, garante de la réussite des entreprises, le zélé zéléateur du Marché qui s'autorégule, le Dalai Lama du Cac 40 nous avait durant 22 ans, asséné ses vérités sur l'économie libérale... « *Le libéralisme n'est pas une construction intellectuelle comme le marxisme, le monde a été créé ainsi* », tel était le message de Jean-Marc. « *Le libéralisme est inscrit dans la nature humaine, parfois violente et injuste* », nous répétait-il (Interview à VSD, 20/01/05).

Ce charlatan qui n'avait pas vu venir la crise mais qui a écrit un livre (pas seul, il est vrai) pour l'expliquer a posteriori, est pourtant descendu de son Himalaya de suffisance pour se pencher sur le droit des employés !!!

Si, si, je ne rigole pas, le porte-parole du patronat conquérant toujours gêné dans son évolution par des travailleurs qui réclament le respect qui leur est dû, vient d'ouvrir le livre maudit, le Code du Travail... Et pour la bonne cause : la sienne !!!

C'est le "Canard Enchaîné" qui le révèle et cela m'a fait éclater de rire : Jean-Marc Sylvestre attaque aux prud'hommes son ancien employeur, France Inter, qui l'a viré comme un malpropre après tant d'années de bons et loyaux services à la gloire de la flexibilité absolue... Sylvestre, dont le sens de l'humour était jusqu'alors méconnu, exige une requalification de

ses nombreux CDD en CDI et il agite ses petits poings de nouveau prolétaire : « Ca va leur coûter cher, j'ai des droits ! Je veux des congés payés et des primes d'ancienneté... » Peste, on croirait un syndicaliste...

Étonnant comme la flexibilité devient ennuyeuse lorsqu'elle s'applique à soi, pas vrai Jean-Marc ? Fascinant comme les idéaux libéraux individualistes manquent de saveur lorsqu'on n'est plus du bon côté du manche... Et comme les convictions assénées depuis plus de deux décennies sont solubles dans un peu de pognon. On chuchote que Jean-Marc Sylvestre négocie son entrée à la CGT... Non, je déconne !!!

Article paru sur le blog du PS de l'île de Ré  
<http://iledere.parti-socialiste.fr>

# COUP DE GUEULE

## Vive l'amitié franco-tunisienne !

Par Michel JALLAMION et Marinette BACHE

Mardi 14 octobre au Stade de France, nous y étions.

Que n'avons-nous entendu depuis ! Alors, oui, la Marseillaise a été sifflée. Et ce n'est pas bien : aucun hymne national n'a à être sifflé. Mais faut-il être assez étranger au sport pour ne pas savoir qu'il y a toujours des spectateurs pour siffler les hymnes en football et toujours d'autres, dans les gradins du stade, pour demander qu'on respecte l'hymne de l'équipe adverse. Le problème, c'est que depuis 1998 où les « politiques » se sont emparés du football, on demande à ce même football de porter ce que le « politique » n'a su porter ; c'est à dire l'intégration ou plus exactement les manifestations extérieures d'une véritable intégration. Eh bien, la question est à la fois plus simple et plus compliquée que ça.

La portée internationaliste des paroles de la Marseillaise échappe au commun des mortels : la faute à qui ? Il y a eu bien plus dérangeant, ce 14 octobre au Stade de France, et on n'en parle pas : la surenchère sur le respect, dégoulinant de bien-pensance, ne donnait qu'une seule envie : se « foutre de la gueule » de ces donneurs de leçons ! Qu'ils ré-identifient la France à ses principes républicains au lieu d'exclure 1793 et Jules Ferry des livres d'Histoire ! Qu'ils expliquent la symbolique des hymnes au lieu de tenir des discours mièvres sponsorisés par Coca-Cola !

Le stade était rempli à 90% de supporters de l'équipe de Tunisie qui jouait pour la première fois dans le Stade de France : ils étaient « chez eux » et ont été emportés par leur élan. Au risque de vous choquer : oui, il y avait de la beauté à voir toutes ces générations d'origine tunisienne, fières de leur équipe et de leurs origines, qui supportent habituellement l'équipe de France, supporter l'équipe de Tunisie et s'accaparer le stade mythique de 98.

Oui, les Franco-tunisiens, jeunes et vieux, ont supporté « leur » équipe. Ils l'ont fait dans un esprit folklorique, ce qui est bien. Et les supporters de l'équipe de France, ils n'étaient pas là ? Eh bien si : une grande partie était là : sous les drapeaux tunisiens, il y avait des écharpes tricolores. Sous les blousons, des t-shirts de l'équipe de France. Pourquoi personne n'en parle-t-il ? Pourquoi, personne ne parle-t-il de ce jeune couple assis devant nous et qui s'est levé du même élan pour les 4 buts ? Tous ces supporters s'époumoneront la prochaine fois à chanter la Marseillaise. Qui le dira ? Qui parlera des chechias qu'arborait la majorité des spectateurs et qui, sous les deux

drapeaux, étalaient fièrement le slogan « Vive l'amitié franco-tunisienne ! »

Ce sont ces mêmes jeunes qui étaient dans la rue en 1998 et qui siffleraient les hymnes des adversaires de l'équipe de France s'ils avaient les moyens financiers d'assister à tous les matchs. Au passage, l'hymne tunisien (chanté en premier) a eu quelques sifflets mais personne n'en parle, ce serait trop dérangeant. Que la FFF se débrouille à trouver des supporters pour soutenir notre équipe nationale reste un problème sportif... et un choix financier, mais les déclarations de Laporte sont une honte pour la France ! Voudrait-on faire se lever des Français contre d'autres Français qu'on ne s'y prendrait pas autrement : eh bien non ! Ça ne marchera pas ! !

Au risque d'un parallèle que d'aucuns jugeraient scandaleux : cela fait maintenant 14 ans que Michel n'est plus à Grenoble mais il a supporté l'équipe de Grenoble contre celle du PSG. Quel rapport ? Eh bien, il est sûr que ses enfants feront de même, voire ensuite ses petits enfants ! Si le Parc des Princes avait été rempli de Grenoblois, Michel aurait hué à tout rompre le PSG, sauté et scandé le nom de ce qu'il juge « son » équipe, au grand dam de Marinette pour qui « Ici, c'est Paris ! ». Mais si l'équipe reçue au Parc avait été Châteauroux, Marinette aurait hué le PSG tandis que Michel l'aurait soutenu sans discussion. Cela n'empêche pas que nous aimons Paris, que nous soyons supporters de Paris contre tous « les autres », que « Paris est magique » face à l'OM et que nous ne retournerons pas vivre dans notre région d'origine. Et cela ne nous empêche pas d'être amis. Si cette identification au pays d'origine reste forte, qu'en est-il du sentiment national ? Peut-il s'estomper sur simple oukaze, aussi attachante soit la ville d'accueil, aussi belle soit la nouvelle Patrie ?

Le parallèle n'est pas si bête. Le foot n'est pas la guerre. On a tous tendance à soutenir le « petit Poucet ». C'est même typiquement français : c'est le contraire en Allemagne et aux Etats-Unis, en tout cas.

Une image pour terminer : celle de ce grand-père et de cette jeune fille, tous les deux avec un t-shirt tunisien ; le petit garçon sur les épaules du grand père portait le maillot de l'équipe de France et un drapeau français peignait le visage de la jeune fille. Vive la France et vive l'amitié franco-tunisienne !

\* Lire l'interview de Michel Platini dans « Le Monde » du 18 octobre

## VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO,  
association loi 1901

### Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS  
Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)

Courriel : [resistance.sociale@aliceadsl.fr](mailto:resistance.sociale@aliceadsl.fr)

Présidente de RESO et directrice de la publication :  
**Marinette BACHE**

NOM ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

TEL : ..... Portable : .....

E-mail : .....

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RESO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS (chèque à l'ordre de Résistance Sociale)